

Les infos

Vendredi 14 Avril 2006



DAMNÉS FRANÇAIS !

L'enterrement du C.P.E. n'aura pas été du goût de tout le monde, et l'on a entendu tout au long de la semaine quelques éditorialistes en renom pleurer sur « l'espoir de réforme » ainsi enterré. Retenons celui de La Tribune, très lue à la Générale, Pascal Aubert, qui affirme péremptoirement que « tous les économistes sérieux, classés à droite ou à gauche, s'accorde sur l'excès de rigidité du système français ». Ce que Laurence Parisot précise sur RTL, « faisons la carte géographique de toutes les flexibilités nécessaires », tout en appelant à la rescousse Dany l'ex Rouge, qui trouve qu'il faudrait « plus de souplesse sur le marché du travail » ! Madame Parisot fait dans le moderne, elle trouve qu'il faudrait arriver à « organiser la séparation entre l'employeur et le salarié d'une manière qui ne soit pas dramatique dans ce pays » !!! Jolie formule pour caractériser la possibilité de jeter à la rue quelqu'un sans même devoir le justifier. L'éditorialiste de La Tribune, lui aussi se plaint de ce pays « marqué par la trace durable et inhibitrice des mouvements sociaux » et invoque les mânes de « l'environnement économique européen et mondial » pour aspirer à l'abandon « d'un modèle social déphasé »... pas tant que cela, si l'on en croit la lettre de félicitations que les syndicats européens nous ont adressés, jugeant que « cette victoire envoie un message positif aux travailleurs de tous les

pays » à savoir que « nous n'accepterons pas la course à la sous enchère ».

Ô TOULOUSE

Il a fallu beaucoup insister pour que Daniel Bouton, en visite le 5 à Toulouse, rencontre les représentants syndicaux, le Directeur craignait des propos incontrôlables en ces temps quasi insurrectionnels. Pourtant, Toulouse est au cœur d'une énorme restructuration récente. Mais le Président était en retard, et il a écourté la discussion avant d'aller sacrifier au rite de l'assemblée d'actionnaires et de La Question sur l'éventuel prédateur... Le directeur du réseau, Jean François Sammarcelli, ne pourra pas s'en tirer aussi facilement, la prochaine commission de suivi 4 D à lieu le 26 avril, et elle durera le temps qu'il faudra.

DÉGATS COLLATÉRAUX

Conséquence imprévue de la gestion de l'immigration à la sauce Sarkozy, « des difficultés pour les ressortissants non européens » sont apparues à SGCIB, qui emploie nombre d'entre eux ! Le mail de la direction baptise pudiquement « changement de politique d'immigration » ce qui entraîne « de très forts délais et d'importants dysfonctionnements » dans le renouvellement des autorisations et des titres de séjours... Le pire est que les gens concernés, même s'ils s'y prennent très tôt, tombent sur « le service des étrangers », plutôt mal nommé car il n'est pas au service des étrangers mais des instructions de son Ministre ! La ligne jaune est franchie dans la mesure où, au motif qu'il est interdit de faire travailler un étranger sans titre de séjour, la Générale n'a rien trouvé de mieux que de décider de suspendre le contrat de travail de ces salariés en attente du renouvellement ! La CGT ne va pas laisser faire ce qui est une atteinte à leur droit de salarié... le code du travail ne le permet pas... et préjuge de la décision de renouveler ou pas le titre de séjour.



CGT Société Générale - SPB Société Générale
Paris La Défense 92972 CX - 01.42.14.30.68
cgt.sg@wanadoo.fr - spb.sg@laposte.net
Internet : www.premiumwanadoo.com/cgt.sg/
Intranet : CANAL SG, Espace syndical, CGT